

* A L'OFFENSIVE CONTRE LES VIOLENCES HOMOPHOBES D'ETAT !

Face aux trahisons du PS, à l'homophobie d'Etat et à l'offensive réactionnaire, il est plus que temps de contre-attaquer. Ce gouvernement ne défend pas nos intérêts et méprise les LGBT en perpétuant des situations inégalitaires : nous n'avons rien à en attendre. Aujourd'hui plus que jamais, nous n'aurons que ce que nous saurons prendre.

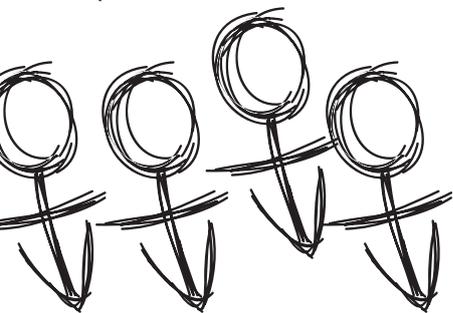
Des rassemblements et des actions ont déjà été organisés pour dénoncer le gouvernement et exiger la PMA. Il faut maintenant amplifier le mouvement pour construire une véritable mobilisation d'ensemble pour la PMA, contre le gouvernement et l'extrême-droite. Comme l'année dernière pour obtenir le mariage pour tous, il nous faudra descendre en masse dans la rue, dans un mouvement le plus large possible.

*POUR GAGNER L'ÉGALITÉ, LUTTONS AUSSI CONTRE L'AUSTÉRITÉ !

L'homophobie subie au quotidien le montre bien : attendre de la loi qu'elle établisse l'égalité ne suffit pas et pour mettre fin à l'oppression des LGBT, il faut aller au-delà d'une simple égalité formelle...

Mais comment prétendre aller vers l'égalité en menant une politique d'austérité comme le fait Hollande ? Car la lutte pour les droits des LGBT nécessite des moyens. Par exemple, le nombre de foyers d'accueil pour les LGBT victimes de violences ou en rupture familiale est gravement inférieur aux besoins. Les associations LGBT, qui sont souvent les premiers interlocuteurs des jeunes en détresse, voient elles aussi leurs subventions en baisse constante.

Les coupes budgétaires dans les services publics impactent directement la situation des LGBT. Lutter contre



l'homophobie implique d'augmenter ces budgets et non de les réduire, pour développer les politiques de prévention en milieu scolaire où il est nécessaire d'avoir des personnels formés et en nombre suffisant (infirmières, psychologues, éducateurs...), ou encore dans le secteur

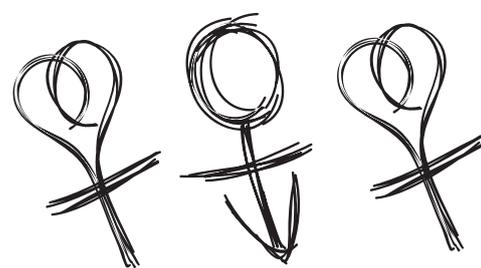
Pour prendre contact

Nom : Prénom :

Adresse :

Tél : Mail :

A renvoyer à : NPA, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil



de la santé pour lutter contre les pandémies qui touchent particulièrement les gays ou les trans, comme le VIH.

Pour en finir avec l'homophobie et obtenir des droits et des moyens, les mobilisations anti-austérité doivent se poursuivre et s'amplifier. Solidarité des mouvements !

* POUR UNE SOCIÉTÉ DÉBARRASSÉE DES NORMES ET DES OPPRESSIONS : UNE SEULE SOLUTION, LA RÉVOLUTION !

Ceux qui défendent la famille traditionnelle et qui veulent démanteler tous nos acquis sociaux sont les mêmes. Derrière eux, un même ennemi, le capitalisme, qui s'appuie sur les oppressions et les utilise à son service : il cherche à nous diviser par le sexisme, l'homophobie, le racisme pour mieux faire passer ses mauvais coups et empêcher nos résistances. La classe dominante n'est pas capable de mettre à bas des préjugés et des formes de domination aussi profondément enracinés, et n'a pas d'intérêt à le faire, c'est pourquoi les « inégalités de fait » ne peuvent être éliminées dans le cadre de cette société. Pour nous, le combat pour l'égalité réelle, contre toutes les formes d'oppression, est indissociable du combat contre le capitalisme. Enfin, le NPA se bat pour une société dans laquelle chacun et chacune pourra s'épanouir comme il ou elle l'entend, vivre sa sexualité librement, sans être enfermé dans les normes « masculin » / « féminin » et « homo » / « hétéro ». C'est ça aussi la révolution !

Contact : CONTACT-LGBTI@NPA2009.ORG

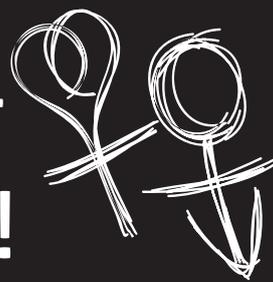


npa2009.org - contact@npa2009.org



Trahison du gouvernement, homophobie d'Etat :
nos droits ne sont pas négociables !

Reprenons la rue pour
exiger l'égalité réelle !



PMA POUR TOUTES – DROITS DES TRANS – DES MOYENS CONTRE L'HOMOPHOBIE !

UN AN APRÈS LE «MARIAGE POUR TOUS», LA COLÈRE GRONDE CHEZ LES LGBT

Depuis plus d'un an, les couples homosexuels peuvent se marier et par ce biais avoir, en théorie, accès à l'adoption. En pratique ce droit a été remis en cause, comme avec le jugement du 29 avril du TGI de Versailles, qui a refusé l'adoption d'un enfant par sa mère sociale, au motif que sa mère biologique était allée en Belgique bénéficier d'une procréation médicalement assistée (PMA)... que la France refuse aux lesbiennes et aux femmes célibataires.

Ce jugement violent, rendu dans un des fiefs de la « Manif pour tous », pointe l'hypocrisie, et l'insuffisance de la loi ouvrant le droit au mariage pour tous. Il intervient deux jours après les déclarations officielles de Manuel Valls et Marisol Touraine enterrant définitivement la PMA, une promesse de campagne faite aux lesbiennes. Ce n'est pas un hasard si les tribunaux se mettent à rendre des jugements hostiles à ces dernières au même moment.

Si les lesbiennes, gays, bis, et trans (LGBT) se marient aujourd'hui, c'est principalement parce que seul le mariage permet aux couples homosexuels d'être des parents légaux à part entière, ce qui maintient une situation d'exception par rapport aux droits des hétérosexuels, pour qui une simple déclaration en mairie suffit.

Aujourd'hui, la colère contre le gouvernement est immense : malgré les promesses électorales, les lesbiennes et les personnes transgenres ont été exclues de l'égalité, que ce soit par le refus de légiférer pour donner accès à la PMA (procréation médicalement assistée) à toutes les femmes ou pour simplifier les parcours de transition pour les transgenres.

DES CADEAUX AUX RÉACTIONNAIRES

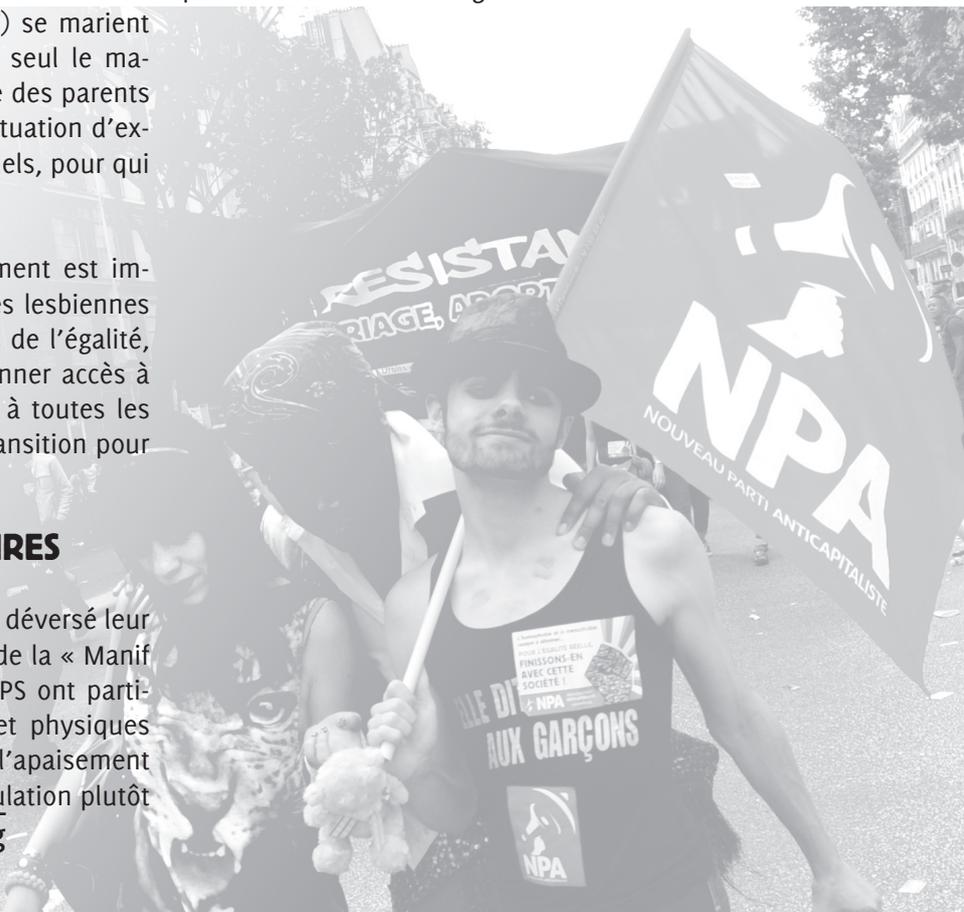
La parole libérée des réactionnaires, qui ont déversé leur haine homophobe pendant des mois autour de la « Manif pour tous », et les lâchetés successives du PS ont participé à décomplexer les violences verbales et physiques envers les LGBTI. Le PS a préféré rechercher l'apaisement des franges les plus réactionnaires de la population plutôt
npa2009.org - contact@npa2009.org

que mener une politique de justice et d'égalité alors qu'il aurait fallu faire l'inverse : donner confiance à tous ceux qui subissent l'oppression, l'intolérance et les injustices.

Dans tous les domaines, le gouvernement mène la même politique : il fait des cadeaux aux réactionnaires, au patronat et à ceux qui possèdent les richesses, à coups de milliards. Du côté des opprimés et des exploités, au contraire, il faut toujours plus se serrer la ceinture et subir.

La loi de l'année dernière n'a pas supprimé l'homophobie et les discriminations de la même manière qu'aucune loi n'a supprimé le sexisme ou le racisme. Combattre les oppressions pour les éliminer, c'est combattre maintenant pour l'égalité des droits (PMA, droits des trans...). Mais c'est aussi combattre pour en finir avec cette société qui utilise les oppressions et les préjugés réactionnaires pour nous diviser.

Face à un gouvernement qui ne défend pas nos intérêts, qui méprise les LGBT en perpétuant des situations inégalitaires, face aux violences homophobes, reprenons la lutte pour aller au bout de l'égalité !



* PMA : LESBIENNES EN COLÈRE, Y EN A MARRE DE LA GALÈRE !

Le PS a trahi. C'est ce que nous ressentons désormais, avec l'enterrement de toute perspective de voir le droit à la PMA étendu à toutes les femmes, seules ou en couple.

La PMA (procréation médicalement assistée) englobe les techniques médicales d'accès à la grossesse pour les femmes désirant un enfant. Aujourd'hui, seules les femmes en couple hétérosexuel y ont droit. Pour mettre fin à cette inégalité, François Hollande avait promis d'étendre ce droit aux lesbiennes. Mais face à la mobilisation des réactionnaires, ce projet a finalement été retiré.

C'est une génération entière de femmes qui se voit privée du choix d'avoir des enfants. Il ne reste plus aux couples de lesbiennes désireuses d'avoir des enfants que le parcours du combattant de l'adoption (pour laquelle les dossiers des couples homosexuels ne sont pas en haut de la pile) ou celui de la PMA à l'étranger, coûteuse (et parfois risquée) et donc inaccessible à beaucoup de femmes.

Parce que nous sommes féministes, nous défendons le droit des femmes à disposer de leur corps et à être autonomes dans la reproduction.

⇒ Toutes les femmes (lesbiennes ou hétérosexuelles, en couple ou célibataires) doivent avoir **accès à égalité à toutes les techniques médicales leur permettant d'avoir un enfant**, dans des conditions sanitaires ne mettant pas leur santé en danger.

⇒ La PMA ne peut plus attendre, elle doit être un droit pour toutes les femmes, pris en charge par la Sécurité sociale.

* ADOPTION, PMA, FILIATION : DES RECLS QUI FONT PERDURER LES INÉGALITÉS !

Malgré l'ouverture du mariage et de l'adoption aux personnes de même sexe, les LGBT continuent de subir la politique homophobe de l'Etat, lorsqu'ils se lancent dans des démarches visant à établir des liens de filiation avec leur enfant et dès que se construit leur projet parental.

La première discrimination tient au fait que la seule possibilité pour que les deux parents soient reconnus légalement passe par le fait de se marier. Aujourd'hui, la plupart des familles homoparentales subissent la non-reconnaissance de la filiation, seule à même de garantir une protection des liens entre un enfant et ses parents, notamment en cas de décès du ou des parents légaux ou en cas de séparation. Les familles homoparentales dans lesquelles les parents ne sont pas mariés ne bénéficient d'aucune reconnaissance légale : l'adoption de l'enfant du conjoint n'y est pas possible.

Même pour les couples homosexuels mariés, le combat pour l'établissement de la filiation ne s'arrête pas là, et les

HISTORIQUE D'UN RECL INACCEPTABLE

Durant sa campagne, François Hollande se dit favorable à la PMA.

Novembre 2012 : La PMA est finalement absente du projet de loi ouvrant le mariage aux personnes de même sexe, soi-disant par volonté de laisser les députés être à l'initiative sur cette question. C'est la première lâcheté politique : le gouvernement ne mènera pas la bataille pour faire adopter cette mesure.

Janvier 2013 : Les députés PS décident au dernier moment de ne pas présenter d'amendement sur la PMA au projet de loi, sous prétexte de l'intégrer dans une future loi sur la famille.

Février 2013 : Jean-Marc Ayrault annonce que le gouvernement se rangera à l'avis du Comité Consultatif National d'Ethique (qui prend son temps).

3 février 2014 : Au lendemain d'une nouvelle mobilisation de la «Manif pour Tous», le projet de loi Famille est retiré au prétexte de la PMA... qui n'y était pas.

27 avril 2014 : Manuel Valls annonce depuis le Vatican que le gouvernement s'opposerait à tout amendement sur la PMA jusqu'à la fin de la législature (c'est-à-dire en 2017). Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales affirme également que l'ouverture de la PMA aux couples de lesbiennes n'est plus d'actualité.

28 avril 2014 : La nouvelle secrétaire d'Etat à la Famille, Laurence Rossignol, reçoit les représentants de la Manif pour Tous.

6 mai 2014 : Le projet de loi sur la famille arrive finalement à l'Assemblée : la PMA n'y figure pas. François Hollande confirme : « La PMA n'est pas inscrite dans le plan de travail du gouvernement ».

parents peuvent être traités comme des hors-la-loi, comme le montre le jugement du TGI de Versailles qui a refusé à sa mère sociale l'adoption d'un enfant né par PMA.

Quand un couple homosexuel non marié souhaite adopter, seul un des partenaires peut faire les démarches, pour adopter en tant que célibataire : l'enfant n'aura alors qu'un seul parent légal. Sans oublier que les chances de voir aboutir ce projet d'adoption sont minces : compte tenu du faible nombre d'enfants « adoptables » en France, une priorité non dite et discriminatoire est donnée aux couples mariés, hétérosexuels « jeunes » et sans enfant, tandis que la plupart des pays étrangers n'autorisent pas l'adoption par des homosexuels.

Il n'est plus tolérable que les LGBT continuent à être des citoyens de seconde zone pour l'Etat. L'égalité ne se négocie pas : nous voulons les mêmes droits que les hétéros, tout de suite et sans discussion. Nous revendiquons donc :

⇒ **L'ouverture de l'adoption de l'enfant du/de la conjoint.e hors mariage** pour les couples qui ne souhaitent ou ne peuvent se marier (en raison d'accords passés avec certains pays refusant le mariage entre personnes de même sexe).

⇒ **L'établissement de la présomption de parenté à la naissance de l'enfant**, en lieu et place de la présomption de paternité, afin que les couples n'aient pas besoin de passer par la procédure d'adoption de l'enfant du/de la conjoint.e.

Les reculs du gouvernement et l'offensive réactionnaire

TRANSIDENTITÉ : TOUT RESTE À GAGNER !

Fin juin 2013, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme avait émis un avis relativement favorable aux droits des trans, proposant ainsi le remplacement dans la loi de la notion d'« identité sexuelle » (comme motif de discrimination) par la notion d'« identité de genre », et la facilitation du changement d'état-civil par la démedicalisation et un allègement de la procédure judiciaire. Cette annonce avait provoqué beaucoup d'espoirs, mais un an après, force est de constater que la situation des trans n'a guère évolué !

Aujourd'hui, les trans doivent toujours subir un parcours d'une rare violence pour obtenir leur changement d'état-civil (c'est-à-dire une simple réécriture de leurs papiers d'identité et de leur carte de sécurité sociale, avec le changement de genre et la modification du prénom). Ce geste pourtant fort peu coûteux pour l'Etat et qui ne lèse personne fait l'objet d'une procédure extrême, avec expertises médicales et psychiatriques infantilisantes et sexistes, obligations de traitements mettant en jeu la santé de la personne, et stérilisation obligatoire sans possibilité de conserver ses gamètes !

Il est intolérable que les personnes transgenres soient ainsi stigmatisées et fassent l'objet d'humiliations répétées par le corps médical et l'Etat. La difficulté et la longueur du changement d'état-civil les surexposent au chômage, à la précarité, aux violences et à l'exclusion sociale. La revendication de changement d'état-civil sur simple demande doit aboutir au plus vite. A terme, nous rejetons même la mention de genre sur les documents administratifs, car après tout, en quoi l'Etat ou la société ont-ils besoin de cette information ? Dans cette société, son utilisation la plus courante est qu'un patron se permet de payer 30% moins cher une femme qu'un homme !

LA « THÉORIE DU GENRE », NOUVEAU FANTASME DE L'EXTRÊME-DROITE, ET NOUVEAU REcul DU GOUVERNEMENT

La « Manif pour tous » soutenue par l'UMP d'une part (dans la lignée des affiches transphobes et des pétitions lancées par l'UMP et Boutin en 2011), les réseaux soraliens d'autre part (autour de la Journée de retrait de l'école) se mobilisent contre la « théorie du genre ». Cette théorie serait une idéologie lancée par le lobby LGBT dans les écoles pour perturber l'orientation sexuelle et l'identité de genre des enfants, afin de les rendre homosexuel-le-s ou transgenres. Ce délire provient de la mise en place de timides avancées pédagogiques sur l'identité de genre et contre le sexisme en milieu scolaire, ainsi que sur la publication de livres antisexistes pour enfants. Il est clairement paranoïaque et assez ridicule, mais il est fondé sur un présupposé grave, selon lequel les enfants

sont « par défaut », « naturellement », hétéros et cisgenres. Or le gouvernement a (à nouveau) reculé devant ces mobilisations en s'excusant et en retirant le terme de « genre » de ses prescriptions officielles.

Il est pourtant évident que l'éducation des enfants doit permettre de déconstruire les stéréotypes et la binarité de genre, et ce pour leur propre épanouissement. En luttant contre cela, les réactionnaires se rendent activement complices des violences faites aux femmes et aux LGBTI, et à la surexposition de ces dernier-e-s au suicide.

L'EXTRÊME-DROITE AVANCE, LES VIOLENCES HOMOPHOBES ET TRANSPHOBES AUGMENTENT

La banalisation des propos homophobes depuis deux ans et la complaisance médiatique et gouvernementale à leur égard a des conséquences très concrètes pour les LGBT. Le nombre d'agressions augmente, leur degré de violences aussi. Le nombre d'appels à la ligne d'écoute de SOS Homophobie a doublé au cours de l'année 2013. Les jeunes et les femmes sont particulièrement touché-e-s. Le type d'agressions a également évolué : alors qu'elles étaient majoritairement le fait de groupes, on assiste à une montée des actes individuels, et surtout, d'une inaction de la part des témoins au moment des faits.

Alors il ne suffit pas de pointer du doigt les homophobes et transphobes qui passent à l'acte, confortés dans leur violence par la normalisation de leurs idées ; il faut aussi souligner la responsabilité collective, des témoins, des médias, du gouvernement, de tous les auteurs « petites blagues » à table ou au travail, qui légitiment ce discours, et les actions qui l'accompagnent. Nous n'avons pas à nous taire et à nous cacher, c'est aux homophobes de le faire. L'organisation d'une contre-offensive est urgente, la peur doit changer de camp !

